

Éditoriaux

Plateforme

mercredi 16 novembre 2016



Nos « responsables » européens et français ont accueilli avec sidération les deux événements qui remettent en cause leur statut : le Brexit d'abord, et maintenant l'élection de Donald Trump.

En attendant le troisième, la très probable défaite de Matteo Renzi lors du référendum italien du 4 décembre. Les plus extrêmes, comme Dominique Rousseau dans *Le Monde*, affirment que les peuples ont eu tort et leurs élites raison en critiquant les propos racistes et sexistes de Trump. Soyons clairs : ces propos sont certes très choquants, mais le constater n'explique rien. C'est voir le doigt douteux du personnage et non ce qu'il désigne : le désastre social, produit par un féodalisme financier destructeur des forces productives.

Ainsi, avec une incroyable arrogance, Hillary Clinton ne s'est même pas rendue dans le Wisconsin, y croyant sa majorité assurée car cet Etat a toujours voté démocrate. Elle l'a perdu. C'est toute la « ceinture de la rouille » du Midwest, passée par pertes et profits sur les comptes de la mondialisation financière, qui l'a rejetée. Une fausse gauche, incapable d'affronter son adversaire financier et d'éprouver de la compassion pour les « sans dents », a livré le pouvoir, clef en mains, à un « populiste » qui rêvait de prendre sa revanche sociale.

Tous ceux qui ont rejeté ou méprisé Lyndon LaRouche dans le passé et moqué ce que je tente de faire en France – apporter la vraie réponse au défi politique – doivent avaler leur chapeau et sortir de leur déni de réalité, sous peine de passer à la trappe de l'histoire.

Le sujet principal n'est pas ce qu'est Donald Trump. C'est ce qu'il fera. Sa conversation téléphonique avec Poutine marque un dégel considérable et lève, au moins pour l'instant, le risque d'un conflit militaire mondial. Ce qu'il a communiqué à Xi Jinping laisse, là aussi, augurer une

détente américano-chinoise, voire une coopération économique, donc l'abandon du « pivot asiatique » agressif de l'administration Obama. Cela doit être pris en compte sans haussement d'épaules, car la crise mondiale est trop grave pour ne pas accueillir avec espoir toute manifestation de réalisme.

Cependant, ce que va devenir la présidence Trump n'est pas du tout clair et il y a bien entendu de quoi s'inquiéter. Son appel à un plan d'investissement dans les infrastructures de 1000 milliards de dollars semble sur le papier susceptible de relancer l'économie. Il repose toutefois sur des partenariats public-privé et des montages financiers qui, dans l'état actuel des choses, constitueraient plus une nouvelle occasion de pillage financier que de développement réel.

Le fait que Wall Street ait rebondi après son élection n'est pas de bon augure, de même que les énormes gains spéculatifs réalisés par les raiders amis de Trump, Carl Icahn et John Paulson.

Pire encore, la nomination de Stephen Bannon comme principal stratège de la présidence est plus qu'inquiétante : Bannon est l'animateur de *Breitbart News*, porte-drapeau de l'ultra-droite alternative américaine, l'*Alt Right*. Celle-ci joue la montée au pouvoir de tous les mouvements d'extrême-droite en Europe (Autriche, Allemagne, Belgique, Pays-Bas et France). Bannon ne cache pas que Marion Maréchal Le Pen est son grand espoir.

Alors que faire ? Partir de ce qu'est réellement la plateforme économique et culturelle qui doit servir le bien commun et les générations futures. Et se battre pour l'imposer.

Aux Etats-Unis comme chez nous, cela commence par la séparation bancaire, qui seule pourra museler Wall Street et la City, et permettre de financer les infrastructures et les productions du futur par le crédit public.

Comme l'ont bien compris Lyndon LaRouche, Elizabeth Warren, Bernie Sanders et O'Malley, l'ancien gouverneur de Baltimore, il faut prendre Trump au mot : lors de son discours à Charlotte, il a promis d'imposer cette séparation bancaire. Avec la majorité dont il dispose désormais au Congrès, cela lui serait facile. Alors, ouvrira-t-il ainsi le jeu ou se rangera-t-il, comme François Hollande, du côté des banques casinos ? C'est ainsi et pas autrement qu'il faut le coincer, comme... chez nous, avec nos dirigeants.

L'édito de Jacques Cheminade est publié tous les 15 jours dans le journal [Nouvelle Solidarité](#).
